

Le parti communiste ou le plus-avoir social

PAR PATRICK ROUSSEL

VIVRE MIEUX. Qui ne serait séduit par ce titre si simple, sur lequel s'ouvre le *Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire* ? Les grandes idées ont souvent une formulation modeste. Derrière ces deux petits mots, qui ne sont pas sans rappeler le très gauchiste « changer la vie », le P.C. avance-t-il un contre-projet révolutionnaire ? Ou se contente-t-il au contraire de proposer quelques aménagements de la situation léguée par le régime des monopoles ?

A vrai dire, rien n'est moins présent dans le « Programme » (sauf peut-être la Révolution elle-même...) que ce régime des monopoles. Le responsable des multiples crises où se trouve plongée la France n'apparaît guère comme l'opresseur direct, l'ennemi de classe. Lorsqu'il est question de nationalisations, par exemple, le programme se cantonne prudemment à l'énumération de quelques grands secteurs. L'ennemi direct, celui qui a un visage et un nom, est soigneusement laissé dans l'ombre. De même, l'actuelle planification est celle « des grands monopoles », sans autre précision... sinon celle, évidente, qu'elle ne saurait être démocratique... Il s'agit bien d'un programme, non d'un manifeste.

Face à un pouvoir aussi peu précisé, la majorité des Français est moins opprimée ou aliénée que « sous-développée ». Absent du programme, le pouvoir des monopoles y apparaît — en transparence — comme le responsable d'un état de faits : le très grave sous-équipement social du pays, que le P.C.F. se propose de combattre. Vivre mieux, ainsi que vont nous l'apprendre tout à la fois le programme du P.C. et le discours des travailleurs sociaux communistes,

LE PLUS-AVOIR SOCIAL

ce sera essentiellement *avoir plus*. Dans son introduction, dont le style sobrement impersonnel convient bien à un homme d'appareil, Georges Marchais nous apprend que, dans la société démocratique, « progrès social et progrès économique vont de pair ». Cela afin de souligner les carences de la société actuelle en matière d'équipements sociaux. Mais par contre-coup, ce progrès social dont il nous parle ne va guère présenter que des caractères économiques : dans tous les domaines, il s'agit de faire plus que le régime actuel : la protection sociale doit être développée et étendue, la prévention diversifiée, retraites et prestations familiales réévaluées. Une politique démocratique de la santé doit permettre de s'acheminer vers la gratuité totale des soins... Ces quelques objectifs, pris en exemple dans une liste fort longue, seront atteints par un vaste programme d'équipement, et un effort financier collectif particulièrement intense.

Qui songerait à critiquer ces objectifs et ces efforts ? Ils ne pouvaient pas ne pas faire partie d'un tel programme. Mais comment ne pas remarquer qu'aucune perspective nouvelle n'est réellement offerte ? Le régime des monopoles pèse d'un poids très lourd sur tous les domaines de la vie du pays, souligne avec raison le P.C. Aussi est-il malgré tout étonnant que ce dernier ne propose finalement rien d'autre que la démocratisation de l'accès à des biens sociaux qui restent définis selon les meilleures normes « monopolistes ». Et ces propositions viennent parfois bien tard, d'ailleurs : après tout, M. Neuwirth est un député U.D.R.... Et le chapitre consacré à la politique familiale (« hardie ») s'arrête précisément sur ce qui devait faire l'enjeu du débat : la famille, nous dit-il, pourra « jouer son rôle ». Oui, mais encore ? Il serait facile d'ironiser, par ailleurs, sur cette phrase malheureuse : « En garantissant la santé des travailleurs, la Sécurité sociale est un élément déterminant du développement économique lui-même. » C'est vrai, mais comment ne pas évoquer ici les affiches qui fleurirent en mai 68 sur les murs de la fac de médecine : « La médecine du capital ne soigne pas les travailleurs ; elle les répare » ?



Avoir plus... Dans le domaine social, le P.C. semble moins combattre un ordre que les défaillances de cet ordre, défaillances auxquelles sont sensibles d'ailleurs la plupart des travailleurs sociaux (cf. les résultats de l'enquête sur le travail

PATRICK ROUSSEL

mendiants, et tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses ». (Cette élogieuse citation est extraite du *Capital*, tome III, Ed. sociales).

Défense de l'ordre ? Force conservatrice ? Bureaucratie-providence ? Le P.C. ne saurait se qualifier en quelques mots, comme une banque réduite à son logotype. Mais il faut souligner que ses conceptions du travail social ne se différencient guère de celles qui prévalent actuellement. J'écrivais plus haut que le P.C. traitait la France comme une société sous-développée. Mieux vaudrait dire sous-équipée, car le sous-développement ne se réduit précisément pas à la pénurie de biens dont la dénonciation forme l'essentiel du discours communiste. La plupart des anticipations des futurologues se réduisent à l'énumération des gadgets prodigieux que nous apportera l'an 2000, signes merveilleux d'un bonheur électronique... La société démocratique que nous promet le P.C., sera faite elle aussi de l'abondance des biens sociaux, sur lesquels, espérons-le, viendra se poser le bonheur social.

Patrick ROUSSEL.

l'exception. Le P.C. fait peu d'efforts d'implantation dans le monde du délit, laissant cette tâche aux mouvements gauchistes, ce dont il se sert d'ailleurs pour les accabler. Peu de travailleurs sociaux du Parti agissent dans les milieux « exclus », que ce soient ceux de la prostitution ou des bidonvilles... Il s'agit avant tout, bien sûr, de renforcer l'implantation en milieu ouvrier, mais cette méfiance vis-à-vis de la délinquance a d'autres sources : c'est que le parti se présente comme une *alternative* à la délinquance, une source de promotion sociale qui s'oppose aux risques de sous-prolétarianisation. Son action préventive, pour reprendre une expression d'Annie Kriegel, c'est son existence même. Le P.C. ne se propose pas de reconnaître dans les actes délinquants une contestation des valeurs de la société actuelle, d'abord parce que ces actes sont désorganisateur — un danger donc pour le mouvement ouvrier — et puis parce que ses propres valeurs reflètent souvent celles de la société elle-même, dont elles sont largement « l'image renversée », selon l'expression devenue classique d'Annie Kriegel. Des deux « critères de normalité » cités par des assistantes sociales du P.C., à propos de jeunes délinquants : un travail régulier et « un comportement normal », aucun n'était, au fond, sérieusement contesté. Contre-société, le P.C. se fait même curieusement le gardien ou le défenseur de valeurs que la société « monopoliste » commence à rejeter. Il est significatif, par exemple, que les chapitres du « Programme » consacrés à la politique familiale et à la promotion de la femme ne fassent même pas mention des mères célibataires...

Le programme est également très silencieux à propos du sous-prolétariat en général. Quelques allusions sont faites aux travailleurs immigrés, mais le P.C. ne s'intéresse vraiment à eux que dans la mesure où leur combat rejoint celui de la classe ouvrière. Les seules structures spécifiques prévues pour eux sont des structures d'accueil, donc transitoires. Le but final est leur intégration à la classe ouvrière. Les buts spécifiques des travailleurs immigrés, liés à leur situation et leurs perspectives personnelles, sont finalement peu évoqués.

Méfiance vis-à-vis de la délinquance, méfiance aussi envers le sous-prolétariat. Face à la concurrence gauchiste, le P.C. n'adopte guère qu'une attitude d'électoratisme, faite de programmes, de promesses d'équipements, et de discours sur le mieux-être social. Il ne propose pas un autre monde, mais au contraire défend vigoureusement ses conquêtes et son ordre (défenseur de l'ordre, oui, mais du sien). Il a assez durement acquis cette position pour savoir la défendre contre ceux qui veulent aussi lutter avec « les vagabonds, les criminels, les

social). Aussi n'est-il guère étonnant que bien peu de choses distinguent des autres le discours des travailleurs sociaux du Parti. Des entretiens avec des assistantes sociales communistes font apparaître des préoccupations communes à l'ensemble des assistantes sociales, ce qui est normal, et des souhaits communs, ce qui l'est tout de même moins. La notion d'*assistance*, encore largement présente dans l'actuelle politique sociale, est vivement critiquée : l'aide dispensée par les Bureaux d'aide sociale, en particulier, est qualifiée d'« inefficace », de « morcelée », d'« individuelle ». Les assistantes sociales déplorent et critiquent que cette aide se limite à des secours matériels aux personnes en difficulté : « On ne remonte pas à la source des difficultés des gens », « cette aide ne s'insère pas dans une action sociale d'ensemble »... En somme, elle ne fait que pallier les carences les plus criantes. S'il se limite à cela, le Travail social a un rôle négligeant. (Marx parlait d'opium ; les assistantes sociales, d'aspirine. Autre temps...)

Ces critiques très classiques sont exprimées par la plupart des travailleurs sociaux. Dans le cas des assistances sociales du P.C., on pourrait espérer qu'elles débouchent sur une vigoureuse remise en cause de la société et de la place qu'y occupe le Travail social. Or, cette remise en question va se limiter le plus souvent à la dénonciation des carences matérielles : ce qui est considéré comme souhaitable, c'est avant tout un effort d'équipement, comme si l'assistance devenait tout d'un coup un problème de moyens plus qu'un problème d'esprit. En matière de gérontologie, par exemple, les récents efforts de la ville de Paris (foyers, résidences, clubs de loisirs) « correspondent à tout ce que l'on peut souhaiter », ainsi que je l'ai entendu à plusieurs reprises.

Comme la plupart des travailleurs sociaux, certaines assistantes sociales du P.C. ont, vis-à-vis du problème de la réadaptation, une position souvent ambiguë : la notion même de réadaptation conduit à la critique de la notion de normalité ; on ne réadapte jamais les déviants qu'à « ce que la société considère comme normal » ... et en même temps, on rêve d'un accroissement du rôle des travailleurs sociaux, et d'une intervention « plus active, plus personnelle », qui permette une meilleure réadaptation. Mais ce qu'il est intéressant de noter ici, c'est que cette critique de la normalité, alpha et oméga de la prise de conscience politique des travailleurs sociaux, se ramène encore souvent à un problème de moyens. Dans le cas de l'enfance inadaptée, par exemple, on souligne que le sous-équipement scolaire accroît les risques d'inadapta-

tion. Et le raisonnement se referme : les travailleurs sociaux doivent intervenir « parce qu'on ne met pas les gens dans des conditions normales »...

On ne peut nier que la critique de la notion de normalité soit essentielle. Mais une fois posée cette affirmation, on ne trouve plus guère en général qu'une image : celle d'une société transformée en un grand organisme malveillant et intolérant, générateur d'exclusion et de marginalité. Les travailleurs sociaux du Parti n'échappent pas toujours, semble-t-il, à ce schématisme. La racine de l'exclusion est pour eux une discrimination *matérielle*. Là encore, il serait absurde de rejeter cette critique, et trop facile d'en souligner les contradictions. Il ne s'agit pas de cela. Ce qui est plus intéressant, c'est de remarquer qu'au travers de ces critiques, le statut du Travail social est finalement peu abordé. On discerne mal d'autres perspectives que celle de la généralisation de l'école-pilote ou de la prison-modèle... (Mieux vaut ne pas parler de l'université-modèle, l'exemple de Vincennes dont il s'est fait le défenseur ayant montré au P.C. qu'une université-pilote ne suffit ni à résoudre tous les problèmes ni à museler la contestation...)

Comment donc les assistantes sociales du P.C. décrivent-elles leur rôle dans la société actuelle ? La réponse ne peut être ni simple ni tranchée. Comme l'ensemble des assistantes sociales, elles ont conscience de répondre à des demandes et besoins pressants, tout en participant à l'application d'une politique sociale faite surtout... de carences. La place des travailleurs sociaux est alors cette place-charnière inconfortable : transmettre une aide, une assistance, tout en cherchant à lui supprimer son caractère d'assistance. Comme toutes les assistantes sociales, celles du P.C. parlent beaucoup de prise de conscience. Il faut chercher à faire prendre conscience aux « assistés » qu'on ne leur reconnaît pas comme un *droit* l'accès à ces biens sociaux trop rares : crèches, centres de P.M.I., dispensaires... « Nous avons surtout un rôle d'information auprès de nos clients. »

Pour les assistantes sociales polyvalentes de secteur, le rôle des travailleurs sociaux est, d'autre part, de « personnaliser » l'assistance, d'établir des contacts suivis, « en profondeur », avec la clientèle, et la possibilité de travailler en équipe est reconnue comme un grand privilège. A vrai dire, on touche ici à une exigence exprimée par nombre de travailleurs sociaux : devenir de meilleurs techniciens, accroître l'efficacité de leur action, et cela dans le cadre d'équipements améliorés et multipliés.

On retrouve donc dans cette conception que les assistantes sociales du parti se font du travail social deux tendances principales, qui n'ont rien de très original. La première consisterait à faire du travail social un instrument d'éveil et d'information, incitant les usagers des services sociaux à prendre conscience du caractère de classe de la politique sociale. Selon cette conception, dans une société démocratique, l'assistance serait appelée à se réduire considérablement, voire à disparaître : « Ce qu'il faut, c'est rendre l'aide inutile. » L'autre conception serait au contraire celle d'une « assistance généralisée », le travail social occupant enfin dans la vie des gens une place de choix. A lire le programme du P.C., on ne peut se retenir de penser que la seconde tendance n'est pas sans fascination pour lui. Elle ne ferait d'ailleurs que généraliser la notion d'Etat-providence, des bienfaits duquel nul n'est à l'abri, et dont Mlle Dienesch s'apprête à nous administrer une version monopoliste...

Assistance disparue, assistance généralisée, le débat n'est évidemment pas là. Les deux tendances ne sont d'ailleurs pas si opposées, dans l'optique du P.C. Ce qui importe, c'est que l'épanouissement social reste défini uniquement en termes d'accès aux services sociaux. Le P.C. n'offre rien de bien différent de ce qui existe dans la société capitaliste et le cerveau de ses sociocrates. Son programme social ne serait-il qu'un reflet démocratisé de la « Nouvelle Société » en gésine depuis quelque temps ?

*

La critique de la normalité imposée par la société reste le plus souvent suspendue : même s'il faut réadapter ou « récupérer », il reste que se montrer individuellement tolérantes ou larges d'esprit semble être la seule possibilité constructive des assistantes sociales. Marginalité et délinquance ne sont perçues que comme des phénomènes aberrants, qui n'expriment rien, sinon l'absence de possession des biens sociaux. Cette attitude est à mettre en parallèle avec la position du P.C. à ce propos.

A la « pègre » de Christian Fouchet font régulièrement écho pour le P.C. les « éléments étrangers à la classe ouvrière ». Parti ouvrier, le P.C. éprouve une méfiance ancienne et viscérale pour la délinquance : « Pas de délinquants au parti ! » Il semble que le casier judiciaire soit examiné avec autant d'attention au seuil du parti qu'à la porte de n'importe quelle entreprise. Si quelques délits peuvent avoir un statut privilégié (refus d'obéissance militaire, par exemple), ils demeurent